

# ASSEMBLEE GENERALE

TREIZIEME SESSION

Documents officiels

Lundi 23 février 1959,  
à 10 h. 40

New-York

## SOMMAIRE

	Page
Demandes d'audience ( <i>suite</i> )	
Demandes concernant le point 13 de l'ordre du jour ( <i>suite</i> )	557
Point 13 de l'ordre du jour:	
Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle ( <i>suite</i> )	
Exposés préliminaires ( <i>suite</i> )	557

Président: M. Frederick H. BOLAND (Irlande).

## Demandes d'audience (A/C.4/394/Add.2) [suite]

### DEMANDES CONCERNANT LE POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR (A/C.4/394/ADD.2) [suite]

1. Le PRESIDENT annonce que deux nouvelles demandes d'audience ont été reçues (A/C.4/394/Add.2); la Commission pourrait les examiner immédiatement, en raison de l'urgence manifeste de la question. La première figure dans une lettre, en date du 10 février 1959, de M. Beck Mayo, secrétaire de l'Union générale des travailleurs du Cameroun. La seconde figure dans une lettre, en date du 19 février 1959, de M. Magnus P. Mukoko-Mokeba, secrétaire de la Cameroons Students Association of America.

2. Si aucune objection n'est formulée, le Président considérera que la Commission accepte d'accorder les deux audiences demandées.

*Il en est ainsi décidé.*

### POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

**Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle\* (A/4092, A/4093, A/4094, T/SR.953 à 963) [suite]**

#### EXPOSÉS PRÉLIMINAIRES (*suite*)

3. Le PRESIDENT fait savoir à la Commission que, pour répondre aux demandes faites par plusieurs délégations, le Gouvernement du Cameroun sous administration française a communiqué à l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de la délégation française, un exemplaire de la nouvelle loi d'amnistie adoptée dans le Territoire. Ce texte sera distribué aux membres de la Commission le plus tôt possible<sup>1</sup>.

4. M. KOSCZIUSKO-MORIZET (France) dit que la délégation du Cameroun sous administration française, dont M. Jacquinet, ministre d'Etat, a parlé à la séance précédente, est maintenant arrivée et que, conformément à la pratique suivie à l'Organisation des

\* Conformément à la résolution 1281 (XIII) de l'Assemblée générale.

<sup>1</sup> Ultérieurement distribué sous la cote A/C.4/395.

Nations Unies, elle siégera auprès de la délégation française. Le représentant de la France demande au Président d'inviter M. Ahidjo, premier ministre du Cameroun sous administration française, à prendre la parole devant la Commission.

5. M. AHIDJO (France) dit qu'il ne veut pas prendre le temps de la Commission à la présente séance, car il sera certainement appelé au cours du débat à répondre à des questions et à donner des explications sur divers points au sujet de l'avenir du Cameroun. Il demande, en conséquence, à la Commission d'entendre M. Kémajou, président de l'Assemblée législative du Cameroun.

6. M. KEMAJOU (France) fait observer qu'en 1946 rares étaient ceux qui auraient osé prédire que le Cameroun sous administration française pourrait s'affranchir en si peu de temps du régime de tutelle; aussi bien, les missions de visite que le Conseil de tutelle a envoyées régulièrement dans le Territoire ont constaté la cadence accélérée de son évolution. La preuve de la réussite du régime de tutelle réside dans le fait même que ce régime a cessé d'être nécessaire.

7. Durant les années de vie politique intense que le Cameroun vient de traverser, il s'est dégagé un dénominateur commun qui se traduit en deux aspirations: indépendance et réunification. Aucun groupement ou parti ne peut légitimement revendiquer le monopole de ces aspirations. Tout le Territoire est dans l'attente fébrile d'un Cameroun libéré et élargi jusqu'à ses frontières d'autrefois. A l'origine de cette attente, il y a un ardent désir d'unité nationale. L'Assemblée législative que M. Kémajou représente en apparaît à la fois comme le reflet et aussi le moteur. Si cette assemblée ne s'était pas trouvée en harmonie avec la population de chaque région, elle aurait été depuis longtemps désavouée. En deux ans d'existence, elle a formulé au nom du peuple camerounais des options qui ont été accueillies avec un faveur enthousiaste. Une de ces options a été celle du 11 avril 1957, par laquelle le Territoire du Cameroun était transformé en Etat; une autre a été celle du 12 juin 1958, par laquelle l'Assemblée législative signifiait l'unanimité du peuple camerounais en faveur de l'indépendance; enfin, le 24 octobre 1958, l'Assemblée législative demandait l'indépendance pour le 1er janvier 1960 et revendiquait la réunification des deux Camerouns.

8. C'est au nom du peuple camerounais tout entier que ces options ont été formulées; les divergences de vues qui ont pu se manifester sur des questions de date ou de forme sont d'importance véritablement mineure. Ainsi l'indépendance, qui, on l'espère maintenant, sera accordée prochainement, ne pourra être que celle de toute la communauté camerounaise. C'est dans cet espoir et cette perspective que l'Assemblée législative a adopté, le 14 février 1959, une loi d'amnistie pour toutes les poursuites et les condamnations liées à des faits de nature politique. Les dispositions de cette loi sont généreuses et réalistes en même temps et il n'est

plus aucun Camerounais qui puisse se maintenir honnêtement en dehors de la nation. L'heure est venue pour les Camerounais exilés de rentrer chez eux pour reprendre leur part de responsabilité dans la marche en avant du Cameroun. Il ne s'agit plus aujourd'hui de revendiquer une indépendance que personne ne songe à refuser, il ne s'agit plus d'émettre des doutes ou de formuler des réserves sur les limites possibles de cette indépendance. L'indépendance du Cameroun sera ce que le peuple camerounais la fera lui-même et tous doivent s'unir pour lui donner un contenu effectif et fécond. On ne peut douter que l'Assemblée générale n'accepte que le Cameroun accède à la pleine souveraineté le 1er janvier 1960. Les institutions politiques du pays, son organisation économique et ses cadres techniques se préparent à assumer des responsabilités nouvelles et écrasantes. L'indépendance doit être réalisée non pas en paroles, mais en actes; une indépendance authentique doit être fondée sur l'unité des esprits et des cœurs. La réalisation de cette unité nationale est la préoccupation constante du Gouvernement camerounais. Ce gouvernement, mandaté par le peuple, invite tous les Camerounais, quelle qu'ait été leur attitude passée, à s'unir en une réconciliation fraternelle, à la veille de l'indépendance dont doivent jouir tous les Camerounais, sans exception. C'est pourquoi, une fois l'indépendance acquise, tous les députés s'en remettront, dans une sérénité totale, au jugement du peuple souverain du Cameroun. Le moment n'est pas éloigné où le Cameroun siégera à l'Organisation des Nations Unies, non plus pour y faire entendre la voix de son espérance, mais pour travailler avec les pays amis d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique à l'édification d'un monde plus fraternel et plus heureux.

9. Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) fait observer que la décision que l'Assemblée générale a prise de reprendre sa treizième session en février 1959 pour examiner la question de l'avenir des deux Territoires sous tutelle du Cameroun a montré trois choses: ces territoires ont progressé vers le statut de nation; la France et le Royaume-Uni ont réussi dans leurs efforts pour aider les peuples de ces territoires à accéder à l'indépendance; le monde s'intéresse de plus en plus au continent africain.

10. Les tâches qui attendent la Quatrième Commission au cours de la reprise de la session peuvent être définies très simplement. En premier lieu, la population du Cameroun sous administration française a fait savoir son désir d'accéder à l'indépendance le 1er janvier 1960 et de voir le régime de tutelle prendre fin à cette date. La Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1958) a montré clairement une fois de plus dans son rapport sur ce territoire (T/1427 et T/1434<sup>2</sup>), qu'aucune divergence de vues ne divise la population sur cette question. Le Conseil de tutelle a adopté la résolution 1925 (XXIII) recommandant à l'Assemblée générale d'accéder à ce désir et le représentant du Royaume-Uni est persuadé que l'Assemblée prendra une décision en ce sens.

11. En second lieu, les habitants de la partie septentrionale du Cameroun sous administration britannique ont exprimé le désir d'atteindre les fins du régime de tutelle en tant que partie intégrante de la région du Nord d'une Nigéria indépendante. La Mission de visite a confirmé dans son rapport sur le Cameroun sous

administration britannique (T/1426 et Add.1<sup>3</sup>) qu'il n'y a pas de divergences de vues parmi eux à cet égard. Le Conseil de tutelle n'a pas formulé de recommandation positive sur la question, mais a transmis les conclusions de la Mission de visite à l'Assemblée générale pour examen. La Commission reconnaît certainement que le devoir de l'Assemblée générale est de mettre au point des procédures permettant d'accéder au désir de la population.

12. En troisième lieu, en ce qui concerne la partie méridionale du Cameroun sous administration britannique, la Mission de visite a montré qu'il y avait une divergence de vues entre les partis politiques représentés à la Chambre d'assemblée au sujet de l'avenir de cette partie du Territoire sous tutelle. Par conséquent, il appartiendra à l'Assemblée d'examiner la question de savoir quelle serait la procédure appropriée pour déterminer les aspirations de la population concernant son avenir.

13. Sir Andrew Cohen présente aux membres de la Commission les dirigeants représentatifs du Cameroun sous administration britannique: M. Foncha, nouveau premier ministre du Cameroun méridional, M. Endeley, ancien premier ministre et maintenant chef du parti de l'opposition à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, et le malam Abdullahi Dan Buram Jada, ministre des affaires du Cameroun septentrional au Gouvernement de la région du Nord de la Nigéria. Tous trois sont des représentants élus du peuple camerounais et ce sont leurs vues que les membres de la Commission désireront surtout connaître. Bien qu'ils soient nécessairement membres de la délégation du Royaume-Uni, ils parleront au nom de leur peuple. M. Foncha et M. Endeley proposeront, en ce qui concerne l'avenir du Cameroun méridional, des solutions différentes, ils pourront même exprimer des opinions différentes sur les moyens de régler cet avenir, mais ils ne font qu'un pour ce qui est de leur dévouement au bien-être et au progrès de leur peuple et de leur volonté de voir régler l'avenir du pays par un choix équitable et libre.

14. Avant que les trois dirigeants camerounais prennent la parole devant la Commission, le représentant du Royaume-Uni a quelques observations à faire afin de préciser les diverses questions en cause.

15. Comme les membres de la Commission le savent, conformément au Mandat de la Société des Nations et à l'Accord de tutelle, le Cameroun sous administration du Royaume-Uni a été administré en tant que partie intégrante de la Nigéria. Conformément au Mandat et à l'Accord de tutelle, la partie septentrionale et la partie méridionale du Territoire sous tutelle ont été administrées séparément. La partie septentrionale a des liens ethniques très étroits avec la Nigéria du Nord; elle a été administrée en tant que partie de la région du Nord. Elle est pleinement représentée, compte tenu de sa population, à la Chambre de la région du Nord et deux ministres camerounais font partie du gouvernement de cette région; l'un d'eux détient le portefeuille des affaires du Cameroun septentrional. Un Comité consultatif du Cameroun septentrional, pleinement représentatif de cette partie du Territoire sous tutelle, conseille le ministre et le Gouvernement du Nord sur les questions camerounaises.

16. La situation du Cameroun méridional est différente: c'est une région distincte ayant un gouverne-

<sup>2</sup> Communiqué aux membres de l'Assemblée générale par le Secrétaire général sous la cote A/4092.

<sup>3</sup> Communiqué aux membres de l'Assemblée générale par le Secrétaire général sous la cote A/4093.

ment propre et une Chambre d'assemblée élue au suffrage universel, un Premier Ministre camerounais et d'autres ministres.

17. Sur la méthode de consultation à suivre pour s'assurer des aspirations de la population concernant son avenir, la Mission de visite est parvenue, dans son rapport, à trois conclusions principales<sup>4</sup>.

18. Premièrement, elle estime qu'il convient de déterminer séparément les aspirations des populations de la partie septentrionale et de la partie méridionale du Territoire sous tutelle. L'Autorité administrante accepte pleinement cette conclusion et pense que l'accord sur ce point sera unanime à la Commission.

19. Deuxièmement, la Mission n'a pas découvert, sur la question de l'avenir du Cameroun septentrional, de divergences d'opinions qui exigent ou justifient l'organisation d'une consultation formelle à ce sujet; la recommandation de la Mission est donc la suivante: il ne sera pas nécessaire de procéder à une consultation de la sorte. Sa conclusion repose sur les vues exprimées par tous les organes et groupes représentatifs qu'elle a rencontrés dans la partie septentrionale du Territoire; qui plus est, aussi bien le gouvernement que l'opposition partagent ces vues. L'Autorité administrante, pour sa part, aurait été parfaitement disposée à accepter la tenue d'un plébiscite au Cameroun septentrional; en fait, elle pensait que la Mission de visite le recommanderait. Cependant, après étude approfondie, la Mission de visite est parvenue à la conclusion qu'il n'est pas nécessaire de recourir à une telle procédure. Sir Andrew Cohen invite ceux qui éprouveraient un doute au sujet de la conclusion de la Mission à prendre attentivement en considération les points suivants. Premièrement, la Mission était composée de quatre personnes objectives ayant une grande expérience des questions de tutelle. Deuxièmement, il est discutable que soient justifiées les dépenses qu'entraîneraient l'organisation d'un plébiscite et sa surveillance dans un territoire où l'opinion est nettement en faveur d'un certain arrangement constitutionnel et où aucune autre solution n'a été proposée. Enfin, la population de la partie septentrionale du Cameroun sous administration britannique a fait clairement savoir, par l'intermédiaire de son organe représentatif, qu'elle souhaite continuer de faire partie de la région du Nord de la Fédération nigérienne lorsque la Nigéria accèdera à l'indépendance; on ne peut pas ne pas tenir compte de l'effet que pourrait avoir, sur l'opinion publique du Territoire, un refus de considérer cette expression de ses aspirations comme décisive.

20. Sur la question de la situation au Cameroun méridional, la Mission de visite est parvenue à la conclusion que les résultats des récentes élections, remportées par le Kamerun National Democratic Party (KNDP), ne peuvent être considérés comme décisifs en ce qui concerne l'avenir du Territoire. L'Autorité administrante souscrit à cette conclusion. L'avenir du Territoire n'a pas été la seule question en jeu aux élections; en outre, l'écart des voix entre la majorité et la minorité a été relativement faible. En outre, et le vote qui a eu lieu à une séance récente de la Chambre d'assemblée a confirmé ce fait, l'accord général n'a pu se faire au sujet de l'avenir. L'Autorité administrante estime en conséquence qu'il est nécessaire de procéder à un plébiscite au Cameroun méridional où, contrairement au Cameroun septentrional, il existe une divergence fondamentale d'opinions entre les partis politiques. L'Autorité administrante estime en outre avec

la Mission de visite que l'Assemblée générale et l'Autorité administrante, et autant que possible en accord avec les partis politiques représentés à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, doivent fixer les conditions du plébiscite, notamment la date et les questions qui devraient être posées. Elle estime que l'on doit mettre tout en œuvre pour parvenir à un accord sur la procédure à suivre.

21. L'Assemblée, à la présente reprise de sa session, devra donc examiner si l'on est, dès à présent, suffisamment au courant des diverses possibilités pour pouvoir décider maintenant comment il convient de déterminer l'avenir du Cameroun méridional et, notamment, s'il y a entre les partis un degré suffisant d'accord pour que l'on puisse décider à la présente session la date du plébiscite et les questions qui devraient être posées.

22. Le **PRESIDENT** invite M. Foncha, premier ministre du Cameroun méridional, à prendre la parole devant la Commission, en qualité de membre de la délégation du Royaume-Uni.

23. M. **FONCHA** (Royaume-Uni) dit qu'il parle au nom du Gouvernement du Cameroun méridional qui représente la majorité de la population. Il rappelle l'histoire de son pays avant qu'il eût le bonheur d'être placé sous la tutelle du Gouvernement du Royaume-Uni, dont la politique libérale a permis à la population du Cameroun méridional de jouir de la liberté et de la paix nécessaires pour jeter les fondements d'une nation.

24. Afin de mieux comprendre les aspirations de la majorité des habitants du Cameroun méridional, il semble utile d'examiner d'abord quelles sont les relations économiques du Territoire avec la Fédération nigérienne. Le Cameroun méridional a un potentiel de richesses plus élevé que toute autre région comparable de la Nigéria. On peut y produire, et en exporter, de nombreuses denrées tropicales; on y a entrepris l'exploitation de ses riches zones forestières et son bois occupe une place de premier plan sur le marché mondial; en outre, il produit assez de bétail pour fournir en viande une grande partie de la région de l'Est de la Nigéria. Maintenant que les recettes douanières sont passées de 1 pour 100 à 2 pour 100 des recettes fédérales, cet accroissement devrait constituer une source sûre de recettes. Tout porte donc à croire que, grâce à l'exploitation de ses ressources naturelles, le Cameroun méridional pourra se suffire à lui-même et produire un excédent raisonnable au cours des prochaines années. En conséquence, on n'est pas fondé à soutenir que le Cameroun méridional sera tributaire d'une aide économique de la Fédération nigérienne.

25. Le rapport de la Mission de visite rend compte des opinions différentes qui se sont exprimées dans le Territoire. Le Kamerun National Democratic Party, qui est sorti vainqueur des élections générales, préconise la séparation du Cameroun méridional et de la Fédération nigérienne et la continuation de l'administration de tutelle pendant une courte période, au cours de laquelle on pourrait étudier la possibilité de réunifier les deux territoires. Au contraire, l'Alliance Kamerun National Congress (KNC)/Kamerun People's Party (KPP) voudrait que le Cameroun sous administration britannique fasse définitivement partie de la Fédération nigérienne.

26. Il reste maintenant à la population du Cameroun à présenter ses vues. Les objectifs du parti gouvernemental, qui représente la majorité de la population, sont les suivants: premièrement, séparation du Came-

<sup>4</sup> Voir T/1426 et Add.1, par. 170, 181 et 218.

roun méridional et de la Fédération nigérienne avant l'accession de cette dernière à l'indépendance en 1960; deuxièmement, constitution du Cameroun méridional en une entité distincte qui demeurera sous le régime de tutelle et sous l'administration du Royaume-Uni pendant une courte période au cours de laquelle il évoluera vers l'indépendance complète. Il faudrait modifier l'Accord de tutelle afin que le Cameroun méridional puisse être administré séparément de la Nigéria; troisièmement, examen, au cours de cette période, de la possibilité d'une réunification, sous la forme d'une fédération, avec le Cameroun sous administration française lorsque ce territoire aura accédé à l'indépendance. La réunion avec le Cameroun septentrional serait favorablement accueillie si, dans l'intervalle, celui-ci avait mené à bien sa séparation d'avec la Fédération de la Nigéria.

27. Le parti de M. Foncha a autorisé pour exprimer ces vœux en raison de trois principaux facteurs. Premièrement, aux élections générales, les partisans de la sécession ont recueilli 75.325 voix au total contre 51.425 aux partisans de l'intégration. Cette majorité doit être considérée comme décisive étant donné que les chances étaient nettement contre le KNDP et que l'Alliance KNC/KPP, qui était alors au pouvoir et qui a usé de son influence pour intimider les populations des régions peu évoluées, a bénéficié de l'appui de presque tous les Nigériens domiciliés au Cameroun méridional et a bénéficié aussi, au cours de la campagne électorale, de l'assistance matérielle de ses alliés de la Nigéria. Deuxièmement, le gouvernement a adopté deux motions qui traduisent les vœux de la population: la première est en faveur de la séparation du Cameroun méridional et de la Nigéria, et de la prorogation, à titre temporaire, de l'Accord de tutelle sous une forme modifiée jusqu'à ce que l'on ait étudié la possibilité d'une réunification; la deuxième motion demande, étant donné qu'un plébiscite aura vraisemblablement lieu, que les inscriptions sur les listes électorales, au Cameroun méridional, en vue des élections générales à la Chambre des représentants de la Nigéria, soient différées. Enfin, le grand nombre des télégrammes et lettres de félicitations reçus tant de la Fédération nigérienne que du Cameroun sous administration française montre bien l'allégresse générale que la victoire du parti sécessionniste a provoquée au Cameroun sous administration britannique et au Cameroun sous administration française.

28. Il est donc manifeste que le KNDP a pris toutes les mesures constitutionnelles, légales et pacifiques pour faire respecter les vœux de la population. Les principes démocratiques ont été strictement observés et il est hors de doute que le résultat de toute nouvelle consultation serait encore plus favorable au KNDP que ne l'ont été les dernières élections. En conséquence, son parti accepterait un plébiscite, sous réserve que soient employés les moyens les plus équitables possibles.

29. En ce qui concerne les conditions d'un plébiscite, la question à poser devrait porter sur le choix entre se séparer de la Fédération nigérienne ou y demeurer. La réunification ne peut venir qu'après la séparation, lorsqu'elle aura été examinée avec l'autre gouvernement intéressé; elle ne doit pas être une des questions posées lors du plébiscite. Comme pour les dernières élections, on devrait employer des symboles plutôt que de recourir à des questions orales, afin de prévenir les fraudes et de faire en sorte que les opérations de vote se terminent en temps voulu et à la satisfaction de la population.

Deuxièmement, pour assurer les meilleures conditions de justice, il serait nécessaire d'établir de nouvelles listes électorales pour le plébiscite. Il ne serait pas recommandé, comme la Mission de visite l'a suggéré, de se servir des listes existantes, étant donné que les conditions requises pour être électeur ont été préjudiciables aux Camerounais du Territoire administré par la France et ont donné un avantage injustifié aux Nigériens. L'inscription massive des Nigériens sur les listes électorales, facilitée par les libérales conditions de résidence exigées dans leur cas, a presque compromis les dernières élections. Dans ces conditions, il serait préférable d'exclure du plébiscite à la fois les Nigériens et les Camerounais du Territoire sous administration française. Même si l'on permettait aux électeurs de ces deux catégories de se faire inscrire dans les mêmes conditions, les Nigériens seraient quand même avantagés du fait qu'il n'y a aucune restriction à leur entrée au Cameroun méridional. Troisièmement, les Camerounais du Sud en résidence à l'étranger devraient être autorisés à voter par procuration. Enfin, il faudrait prévoir un délai suffisant pour les inscriptions et le vote devrait avoir lieu pendant la prochaine saison sèche. Il est très important d'accorder aux partis politiques assez de temps pour leur campagne électorale, étant donné qu'ils devront faire campagne de village en village et qu'ils ne pourront le faire entre mai et novembre, en raison des conditions climatiques. Il faut également le temps d'informer la population des raisons pour lesquelles le plébiscite est organisé, ainsi que des évolutions récentes intervenues au sein des partis.

30. Pour terminer, M. Foncha dit que les *fons* et les chefs du Cameroun méridional sont également en faveur de la sécession et qu'ils ont publié une déclaration dans ce sens.

31. Le PRESIDENT invite M. Endeley, chef du parti de l'opposition à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, à prendre la parole devant la Commission en qualité de membre de la délégation du Royaume-Uni.

32. M. ENDELEY (Royaume-Uni) dit qu'il a pleins pouvoirs pour parler au nom des partis qu'il représente et demande à la Commission de juger les opinions qu'il va exprimer en tenant compte de son passé de nationaliste camerounais qui se dévoue depuis 1948 à la cause du Territoire connu actuellement sous le nom de Cameroun méridional. A cette époque, ce n'était qu'une simple province de la Nigéria, tandis qu'il est maintenant doté d'une Assemblée législative ayant pleine compétence pour légiférer sur toutes les questions de politique intérieure et aussi d'un système de ministres responsables. Durant toutes ces années, M. Endeley a été à la tête des délégations qui ont défendu la cause du peuple camerounais dans toutes les conférences constitutionnelles de la Nigéria et il a réussi par ses interventions à faire accorder à son pays des progrès constitutionnels plus importants dans le cadre de la Nigéria. De 1947 à 1951, il a dirigé le mouvement syndical le plus important du Cameroun méridional et, depuis 1952, il a travaillé à l'organisation du mouvement coopératif prospère connu sous le nom de Bakweri Co-operative Union of Farmers.

33. A la Conférence constitutionnelle de la Nigéria de 1953, le représentant du Cameroun septentrional a déclaré nettement que les habitants de cette partie du Territoire désiraient l'intégration avec la région du Nord de la Nigéria; mais, étant donné que la majorité de la population du Cameroun méridional n'a pas manifesté le désir de continuer à faire partie de la région



de l'Est de la Nigéria, M. Endeley dit qu'il a lui-même demandé instamment que le Cameroun méridional soit constitué en région séparée. L'Autorité administrante l'a accepté. Bien qu'on ait allégué le contraire, M. Endeley n'a jamais suggéré une séparation complète entre le Cameroun méridional et la Fédération nigérienne. Par la suite, M. Endeley et son parti ont travaillé à accélérer et à consolider le développement du Cameroun méridional et notamment à le rendre viable du point de vue financier. Les déficits ont été comblés dans une large mesure par le Gouvernement fédéral de la Nigéria, qui a maintenant accepté de ne pas exiger le remboursement des sommes avancées. Ce geste généreux, ajouté au nouveau système financier recommandé par les conférences constitutionnelles de la Nigéria de 1957 et 1958, a amené une grande amélioration de la situation financière du Cameroun méridional, à tel point que M. Endeley est persuadé que, pour la première fois dans l'histoire du pays, le budget de l'exercice financier en cours sera équilibré. Tous les progrès que le Cameroun méridional a réalisés pendant cette période ont été entièrement conditionnés par une politique d'association avec la Nigéria sur une base fédérale. Ni M. Endeley ni son parti n'ont prétendu qu'il existât une autre méthode qui permit de rendre le Cameroun méridional viable du point de vue financier tout en maintenant le rythme de son développement.

34. Le succès manifeste de la région autonome du Cameroun méridional a conduit en 1955 et en 1956 à la création de nouveaux partis comme le *Commoners' Party*, le *KNDP* et l'Union des populations du Cameroun (UPC), qui ont proclamé qu'un Cameroun méridional financièrement viable pourrait exister si tous les liens avec la Nigéria étaient coupés. Toutefois, le parti de M. Endeley a continué à demander instamment, suivant son programme, de nouveaux progrès constitutionnels afin de placer le Cameroun méridional à égalité avec les autres régions de la Fédération nigérienne; aucun dirigeant nigérien n'a jamais essayé d'influencer les décisions de ce parti. Les autres partis du Cameroun méridional, cependant, ont profité de tous les griefs qui existaient sur le plan tribal ou local et ont cherché à les exploiter à leur avantage. Aux récentes élections, un grand nombre de facteurs ont joué un rôle important alors qu'ils n'avaient aucun rapport avec les vraies questions en jeu, et le problème de l'union avec le Cameroun sous administration française a été relégué à l'arrière-plan pendant la campagne électorale; certains électeurs ont pensé qu'il s'agissait de lutter contre un retour à la région de l'Est.

35. La question de l'unification a été soulevée à l'origine en 1949 par la *Cameroons National Federation*, dont M. Endeley a été le premier président. A l'époque, ce désir de réunification était suscité par le fait que l'évolution du Cameroun sous administration britannique était en retard à la fois sur celle de la Nigéria et sur celle du Cameroun sous administration française; on estimait que, si les deux territoires sous tutelle étaient unifiés, ils pourraient peut-être former un bloc économique qui aurait de meilleures chances de se suffire à lui-même. Toutefois, les événements ultérieurs ont prouvé qu'il était vain d'espérer une telle réunification, étant donné qu'elle n'était pas prévue dans les accords de tutelle. De plus, dans les milieux autorisés du Cameroun sous administration française, l'intérêt porté à la réunification est demeuré très réduit jusqu'au moment où, à la suite des troubles de 1955, un grand nombre d'habitants de ce territoire se sont réfugiés au Cameroun sous administration britannique.

Il est bientôt apparu, cependant, que l'intention de ces réfugiés était de se servir de l'union avec le Cameroun méridional, politiquement plus avancé, pour obtenir un adoucissement de la politique française à l'égard de l'UPC et faire pression en vue de l'adoption de réformes plus importantes au Cameroun sous administration française. Il en est résulté un désaccord entre le KNC et l'UPC, et ce dernier parti a entamé une campagne afin d'attirer à lui les adhérents du KNC. Néanmoins, aux élections de 1957, l'UPC n'a obtenu aucun siège et ses candidats ont même tous perdu leur caution. Ensuite, la question de la réunification est devenue un stérile instrument politique aux mains d'irresponsables et d'ambitieux. Quiconque essaie de prouver que la réunification du Cameroun méridional et du Cameroun sous administration française serait impraticable est accusé de trahison: cependant, aucun des protagonistes de la réunification n'a jamais essayé de mettre au point un plan de rechange offrant au Cameroun méridional des conditions plus intéressantes que celles qu'il obtient de la Nigéria.

36. Le parti de M. Endeley voit avec horreur les violences commises par l'UPC, dont le but véritable est de séparer le Cameroun méridional d'une Nigéria amie afin de faire de ce territoire une base d'où l'on pourra lancer des doctrines subversives contre la Nigéria et le reste de l'Afrique occidentale. Séparer le Cameroun méridional de la Nigéria reviendrait à créer une frontière presque deux fois aussi longue que la frontière actuelle avec la zone française et aboutirait, entre les groupes ethniques, à une séparation encore plus grave que celle qui a été créée par cette frontière. M. Endeley demande s'il serait sage que les Nations Unies séparent une petite entité territoriale de l'entité plus grande et plus stable à laquelle elle est attachée depuis 40 ans, simplement à cause de revendications fondées sur des questions de sentiment. A son avis, une telle décision représenterait, de la part de l'Assemblée, l'abandon de la mission sacrée en vertu de laquelle elle doit favoriser le bonheur, la sécurité et la paix du peuple du Cameroun méridional dans l'avenir. M. Endeley met ses adversaires au défi de montrer quel avantage le Cameroun méridional tirerait d'une nouvelle association avec un territoire sous administration française dont il est séparé depuis très longtemps, et de montrer comment cette association lui assurerait un avenir plus prospère dans le cadre d'une éventuelle union africaine occidentale que les avantages que lui assure l'association avec la Nigéria. Il sera certainement plus facile de réaliser cette union en maintenant les associations existantes qu'en en créant de nouvelles. La réunification aurait pour conséquences le ralentissement et même l'arrêt complet des progrès dans les domaines de l'enseignement et du développement et des progrès politiques.

37. Le parti de M. Endeley estime, comme la Mission de visite, que les résultats des élections ne peuvent être considérés comme décisifs et qu'il faut trouver quelque autre moyen de déterminer les aspirations de la population. Pour son parti, cela devrait se faire par un plébiscite, organisé dans les conditions suivantes. Ce plébiscite devrait se dérouler sans être influencé par la propagande et les partis pris politiques locaux et les électeurs devraient être informés de façon impartiale des questions en jeu, ce qui exigera un certain temps. Les listes électorales devraient être soigneusement revues, pour faire en sorte qu'elles contiennent uniquement les noms des personnes remplissant les conditions requises pour voter; les fonctionnaires chargés d'établir ces listes devraient être des personnes intègres et sans

préventions tribales et devraient être soumis à un contrôle étroit. La question posée aux électeurs devrait être simple et facile à comprendre; de l'avis de M. Endeley, il conviendrait de leur demander s'ils désirent que l'association avec la Nigéria continue conformément aux conditions énoncées dans le Livre blanc <sup>5</sup>, ou s'ils désirent que le Territoire soit uni à un Cameroun français indépendant. La sécession ne présente d'importance qu'en tant que prélude à l'unification et il ne conviendrait donc pas d'en parler expressément dans la question. Aucun groupe de tribus ne devrait pouvoir étouffer sous le nombre les aspirations du reste de la population. Les résultats devraient traduire les aspirations des diverses régions ethniques et divisions administratives et être jugés sous cet angle plutôt que sous celui de leur importance numérique. Enfin, il faudrait qu'une majorité importante se dégage du vote pour que l'on doive modifier le statut actuel.

38. Au moment où le Cameroun sous administration française est au seuil de l'indépendance et où la partie septentrionale du Cameroun sous administration britannique se trouve associée aux progrès rapides de la région du Nord de la Nigéria sur la voie de l'indépendance, il serait très injuste de recommander pour le

<sup>5</sup> Voir *Report by the Resumed Nigeria Constitutional Conference*, Cmnd. 569 (Londres, Her Majesty's Stationery Office).

Cameroun méridional la continuation du régime de tutelle.

39. M. Endeley tient à souligner que, sous la domination allemande, le Cameroun n'a jamais eu d'unité du point de vue administratif. Lorsque la première guerre mondiale a éclaté, les autorités allemandes étaient encore en train d'explorer l'intérieur du pays et n'avaient pas encore décidé où elles installeraient la capitale.

40. Il n'a jamais été dit que la réunification était l'objectif auquel devait conduire le régime de tutelle. La réunification est une question sur laquelle les Camerounais, une fois libres, devront négocier entre eux et elle ne doit pas leur être imposée de l'extérieur. Il a suggéré que la Constitution de la Nigéria devrait contenir une disposition qui permettrait, le cas échéant, la fédération avec tout territoire extérieur à la Fédération nigérienne actuelle. Les habitants du Cameroun sous administration française pourraient donc fort bien profiter de cette disposition et demander à être fédérés avec la Nigéria, lorsque les deux pays auront accédé à l'indépendance. Les deux Camerouns feraient ainsi partie d'une fédération plus étendue et le rêve d'une nation kamerunaise unie se trouverait pleinement réalisé par l'association avec la Nigéria.

La séance est levée à 12 h. 35.